

Logement : Jocelyn Sapotille blâme les bailleurs

ÉCRIT PAR CÉLIA ALBÉRI

23 novembre 2022



Deux débats ont animé le rendez-vous des Outre-mer organisé le 21 novembre en préambule du 104e congrès des maires de France. Lors de la première table ronde sur la sécurité, les participants ont rappelé que l'intensité de la violence dans les Outre-mer - bien plus élevée que dans l'Hexagone- remet en cause le pacte républicain et l'état de droit. Les états des lieux dressés devant les représentants des directions générales de la police nationale et de la gendarmerie nationale, ainsi que le commandant de la gendarmerie Outre-mer, se sont conclus sur un constat de carence. *“Ici, il manque une chose, on aura beau avoir la police, la gendarmerie, il manque le politique. (Parce que) Qui prend les décisions ? Ce sont les politiques. (...) Les gendarmes et les policiers font leur boulot mais s'il n'y a pas d'effectifs pour travailler on ne pourra pas résoudre le problème. (...) Et puis surtout nous devons faire revenir au pays les jeunes qui partent parce qu'ils connaissent le terrain”* a analysé le très applaudi

Jean-Claude Labrador maire de Roura en Guyane.

“Vous voulez faire du chiffre”

Lors de la seconde table ronde consacrée au logement, deux Guadeloupéens ont pris part à la discussion : la sénatrice socialiste Victoire Jasmin et le président de l'association des maires de Guadeloupe Jocelyn Sapotille. Affichant quatre rangées de plis sur son front et passant sans arrêt le micro de sa main droite à sa main gauche, le maire de Lamentin a blâmé les bailleurs sociaux. *“Construire où et construire pour qui ? Qu'est-ce qu'on fait pour une population de plus en plus vieillissante où on trouve une population isolée qui demande à se regrouper à vivre dans des maisons seniors avec des services ? Voilà toutes ces questions-là que nous posons et qu'à l'association des maires de Guadeloupe nous avons posées avec les professionnels du bâtiment, nous avons posé avec les bailleurs sociaux en leur disant nous savons que vous voulez faire du chiffre, nous savons que le logement social c'est presque une rente. Mais aujourd'hui nous sommes là pour aménager un pays et pour habiter un pays, construisons maintenant en faisant du qualitatif”* a-t-il réclamé. Le ministre Jean-François Carreno qui a annoncé pendant son discours qu'une réunion de tous les bailleurs sociaux se tiendra au ministère des Outre-Mer le jeudi 24 novembre, s'est montré plus optimiste. Créée en 1978, la Ligne budgétaire unique (LBU, ou budget opérationnel pour la politique du logement Outre-mer) *“est désormais entièrement consommée depuis deux ans”* s'est-il réjoui. Le ministre a annoncé la prolongation d'un an du plan logement Outre-mer 2019-2022. 80 % des ménages ultramarins sont éligibles au logement social, et 15 % y résident selon les chiffres de la Cour des comptes de 2020 cités par le ministre délégué aux Outre-mer. Une statistique largement reprise lors de la matinée et qui illustre combien les territoires peinent à loger décemment ceux qui sont en situation précaire. En Guadeloupe, à l'exception des îles du Sud et Vieux-Fort qui comptent moins de 3 500 habitants, toutes les communes sont tenues par la loi Solidarité et renouvellement urbain (SRU) à disposer d'ici 2025 d'un minimum de 20 % de logements locatifs sociaux. Mais loin d'atteindre ce seuil, les élus demandent la refonte de la réglementation.

